

ROBERT DAMIEN
SALVATORE MAUGERI

Normaliser pour dominer

Les autoroutes de l'information sont annoncées comme une sortie de deuil. Par elles s'ouvre la nouvelle voie de l'universel, la terre promise d'un réenchantement du monde. Non pas un arrière-monde au-delà du monde, mais le monde nouveau d'un paradis métaroutier. Qu'évoque-t-il pour nous permettre cette exaltation aujourd'hui « mondialement » partagée, du moins communément véhiculée ? Les autoroutes sont des voies de circulation ouvertes sur un horizon infini, autorisant rapidité de déplacement et fluidité d'écoulement sans carrefours ni feux rouges, sans demi-tours ni marches arrière et surtout sans rencontres frontales avec les autres : sur l'autoroute, il n'y a pas d'autre en face, imprévisible et toujours potentiellement menaçant.

Frédéric
Grandpré,
1989
(original en
couleur)
© Fr. Grandpré

Il n'y a que des pareils au même, des « semblables, des frères » – à côté, dans le même sens. Le seul danger est derrière ou devant, les chevauchements de lignes, les déboîtements soudains qui requièrent une vigilance mais autorisent aussi, dans l'égalité d'accès, des conduites diversifiées et des pratiques hétérogènes de l'utilitaire « pépère » au ludique sportif.

Transférée dans l'espace des nouvelles technologies de l'information et de la communication, une telle métaphore décrit un échange direct, instantané, fluide car dématérialisé, délocalisé et dé-hiérarchisé : des liaisons sans lésions, des relations pluralisées sans le nœud des liens, le réseau interactif sans le clan des mafias. Les flux immatériels de l'information numérisée libèrent de l'écriture et du chemin, de l'école et de la ville, du rail et de la ligne – tous instruments autoritaires de l'institution étatique. Les autoroutes – bien nommées – de l'information et de la communication, les inforoutes, réalisent un *plurivers* sans sols ni sang, sans frontières ni territoires et incarnent une révolution sans violence car autorégulée sans constitution ni autorité : les NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) sont la source quasi platonicienne d'un idéalisme technologique. Une démiurgie paradigmatique s'accomplit sous nos yeux car libérant le temps des obstacles ontologiques de l'espace, elle nous sépare de la dialectique infernale des médiations représentatives à quoi nous contraignent les lieux et les bornes, les distances et les occupations, les racines et les situations. La colombe peut jouir de son ivresse sans craindre le ricanement kantien. Sans toit ni foi, sans feu ni lieu, nous connaissons enfin l'apothéose d'une métaroute, c'est-à-dire d'une route de pure conduction sans l'appareil politique de domination que toute route entraîne et construit, une route purement et pleinement route : une utopie¹ qui transforme son privatif déficitaire en bénéfique promotionnel et nous pourvoit selon l'invisible providence d'une régulation suffisante, d'une bienheureuse an-archie, c'est-à-dire d'un ordre sans commencement ni commandement, un universel inforoutier sans « risque de friction » (selon l'expression de Bill Gates²), puisque positivement apolitique.

Sans vouloir « bénir le révolu » et quel que soit notre désir de participer à cette célébration d'une nouvelle liturgie, nous voudrions inquiéter cette méta-euphorie nomadique. L'impensé conflictuel que la métaphore masque n'interdit-il pas de la transformer en un concept opératoire ? La suggestion descriptive n'est-elle pas sujétion et comme telle l'instrument idéologique d'une domination ? La métaroute est, comme toute métaphysique, l'enjeu d'une conquête pour occuper les lieux stratégiques de la

1. On trouvera une figuration très suggestive de cette utopie dans l'œuvre de Melvin M. Webber et particulièrement dans le seul texte traduit en français, *L'Urbain sans lieu ni bornes*, Éditions de l'Aube, 1996.
2. Cf. B. Gates, *La Route du futur*, Robert Laffont, ch. 8, « Sans friction », pp. 196-225.

souveraineté. Quelle guerre, c'est-à-dire quelle politique, s'y déclare ?

La logistique : une science de la guerre

Pour approcher ces questions mortelles, nous privilégions un domaine où la thématique jumelle et jumelée du transport des marchandises et du transport des informations, comme mise en connexion physique et immatérielle des nœuds d'un réseau, se donne à voir avec éclat : la logistique.

Récemment apparue dans les sciences de la gestion, la logistique s'est vu assigner la mission d'optimiser les flux de matières/marchandises circulant dans et entre les organisations productives. L'économie dite post-fordienne fait du stock l'ennemi principal de la compétitivité. Pour être performant, il convient aujourd'hui d'en interdire l'émergence. Flux tendu, Juste-à-temps, Kanban, etc., sont les expressions diverses d'une même préoccupation : éviter les immobilisations, les engorgements, les lieux de stockage, traquer les encombrements suspects et les collisions fatales. Or, pour fluidifier l'écoulement des marchandises, le logisticien doit avant tout se garantir une maîtrise optimale des informations – techniques, commerciales, administratives – échangées entre tous les partenaires économiques, leurs différents prestataires de services et les pouvoirs publics chargés du fonctionnement de l'économie. L'optimisation des flux physiques alimentant les réseaux productifs passe, autrement dit, par la maîtrise des flux immatériels de l'information. Les voies de communication sont désormais tributaires des voies de télécommunication – le contrôle des unes présuppose la maîtrise des autres.

Les nouvelles contraintes économiques et sociales, apparues à la fin des années 1970, expliquent ce changement de hiérarchie : l'information relative aux mouvements du marché conditionne les choix productifs de tous les acteurs d'une même filière, quand, auparavant, les services de production déterminaient les positionnements stratégiques des firmes d'amont en aval de la production marchande. C'est le sens premier des nouvelles rationalisations de la production. Les entreprises ont pris conscience de leur dépendance à l'égard du client, du consommateur, et, surtout, ont compris que la lutte économique ne pouvait se gagner qu'ensemble, entre partenaires étroitement associés. L'économie s'est soudainement réticularisée, les firmes et leurs partenaires ont maillé leur espace respectif³. La constitution de ces puissances méta-industrielles et supra-productives qui transforment les assises structurelles de notre économie s'opère par le déclenchement

3. Salvatore Maugeri, *EDI : enjeux et difficultés de la télématization des communications d'entreprise*, CNET-UST, 1993.

d'une guerre pour la conquête de cette nouvelle ressource première : la guerre des informations ou, pour le dire plus clairement encore, la guerre des EDI – les **Échanges de données informatisées**.

En matière de compétition économique, un déplacement des investissements prioritaires s'effectue dans et par cet axe central de la domination et constitue un transcendantal du pouvoir qui impose sa logique de structuration à mesure que se réticularise le processus productif. Comme tout impérialisme souverain, la mise en place des EDI requiert un langage commun, un service exclusif, un conseil contraignant conjugués à l'élimination des instances de contrôle et de régulation antécédentes. La conquête de ce nouveau champ de forces met aux prises des géants de l'économie qui plient à leur besoin les « cultures d'entreprise » ou les expulsent sans état d'âme dans les marges de la prospérité.

EDI : un langage universel ?

L'EDI vise à simplifier, sécuriser et accélérer la communication en dématérialisant les documents (commerciaux ou administratifs) échangés par les entreprises et les institutions à l'occasion de transactions économiques (factures, ordres, avis d'expédition, déclarations fiscales, etc.). L'idée est de « traduire » les documents « papier » en documents électroniques (les messages EDI) pour les faire voyager automatiquement d'un ordinateur à l'autre, à travers les réseaux de télécommunication.

L'EDI se donne comme une sorte d'espéranto électronique permettant d'interconnecter les systèmes d'information des entreprises, de leurs partenaires et des institutions, quelles que soient leur localisation géographique, leur nationalité, leur secteur d'activité spécifique, leur fonction, les configurations et caractéristiques techniques de leur informatique (marque, puissance, etc.), leur poids économique comme la particularité de leur « langue » d'origine, de leur mode de production ou de leur structure entrepreneuriale. L'émergence et la stabilisation de ce « langage universel » sont donc l'enjeu principal d'un combat mondial.

C'est ainsi que pour harmoniser le travail de production des normes des EDI, les Nations unies instituent, en 1986, une structure spécialement chargée de contrôler et de coordonner les différents efforts de développement normatif : cette structure reçoit le nom d'Edifact Board ⁴ ou Conseil Edifact. Pour l'Europe, il s'agit du Western European Edifact Board (Weeb). Le WEeb bénéficie de l'appui officiel de la Communauté économique euro-

4. Electronic Data Interchange rules For Administration Commerce and Transport.

5. L'AELE ou EFTA

regroupe les pays européens non membres de la CEE. cf. « Programme TEDIS » 1988/89.

6. 11 millions de fr en 1991.

7. Ministères de l'Équipement; de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire; de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale; du Tourisme; de l'Agriculture.

8. Cotisation : 55 000 F la 1^{re} année, renouvellement : 15 000 F pour les PME/PMI, 40 000 F pour les grandes entreprises.

9. AFNOR, EDF, INSEE, Direction Gale des Impôts, France Telecom, assurances, industries manufacturières, tourisme, transport, bâtiment...

10. Banque de France, BNP, Sté Générale, Crédit Lyonnais, Paribas.

11. DEC, CSI, Téléystème, Alacatel-Cif, IBM, Transpac

12. Galia, Edipharm, Editransport, Edicontract...

péenne (l'Union économique aujourd'hui) qui a institué, en 1988, un programme spécial en faveur du développement et de la diffusion de la norme Edifact : Tedis (Trade Electronic Data Interchange System). Le secrétariat du Weeb est assuré par Tedis en partenariat avec l'Association européenne de libre-échange⁵.

Parallèlement à l'institution du Weeb, les Nations unies ont accordé une existence officielle aux groupements sectoriels européens dont la vocation est de contribuer à la production d'une norme EDI (qu'il s'agisse des groupements nés avant l'Edifact Board, comme Odette*, ou de ceux qui se sont constitués à sa suite, comme Cefic/Edi*, ou Edifice*).

Edifrance est née en 1989 sur une impulsion des pouvoirs publics français et de grandes entreprises nationales. Le budget de l'association⁶ est, en effet, en partie constitué par les apports du gouvernement⁷, l'autre partie des financements est constituée des cotisations versées par la centaine d'entreprises membres⁸.

Or, si Edifrance est statutairement ouverte à tout organisme, administration, groupement, entreprise de droit français⁹, il convient de souligner une présence massive des entreprises du secteur bancaire dans les rangs des adhérents¹⁰, ainsi que plusieurs grandes entreprises de télécommunication et d'informatique¹¹ et de nombreuses associations sectorielles¹². A l'inverse, pas ou peu de PME dans cette enceinte quasi parlementaire... En d'autres termes, au troisième niveau de la normalisation, comme au premier et au deuxième, les PME sont tenues à l'écart du processus de normalisation et l'État lui-même s'y trouve intégré comme un opérateur secondaire, mis sous tutelle et instrumentalisé car dépolitisé et dénationalisé. L'État, bien présent dans le processus de normalisation, y est vidé de sa substance et de son rôle proprement politique.

On peut en conclure que l'absence quasi totale de la PME au sein des associations nationales de normalisation et de promotion des EDI donne au procès général de normalisation de cette « technologie » des allures oligopolistiques qui frisent la caricature. On a vu que le fonctionnement des instances internationales ne contredit pas le profil général du processus de normalisation, au contraire... La réticularisation n'exclut pas un fonctionnement normatif univoque. A l'inverse, dirait-on, il y trouve sa condition de performativité, c'est-à-dire d'intégration universaliste et consensuelle et de différenciation pertinente : la loi de la souveraineté économique s'impose sous la médiation d'un formalisme représentatif, par la souveraineté pratique de la norme autorisée.

* ODETTE : Organisation des Données échangées par télétransmission en Europe, norme des constructeurs automobiles européens.
* CEFIC/EDI : Fédération de l'industrie chimique européenne, groupe Échanges de données informatisées), groupement spécial des industries chimiques.
* EDIFICE : Electronic Data Interchange Forum for Companies with Interests in Computing and Electronics, groupement des industries de l'informatique et de l'électronique.

Par ailleurs, on a pu constater que la genèse d'un message EDI connaît un cours très conflictuel. En effet, en amont du travail du Weeb se situe à la fois le travail des associations nationales (les Ediforum) et des groupements sectoriels (les Peug). Reste que chacune des phases du travail de normalisation permet aux salariés des grandes firmes industrielles et commerciales – ingénieurs informaticiens ou télécoms, juristes, etc. – d'insuffler dans les débats normatifs les problématiques et préoccupations de leur secteur et entreprise d'appartenance, en transformant le combat économique en débat technique¹³. Le procès de normalisation est ainsi étroitement concentré entre les mains des grandes firmes dans chacune des instances de normalisation réparties à travers la planète, nonobstant la présence des États dans les différentes structures de normalisation : l'expulsion des instances politiques s'opère par leur dépolitisation techniciste, les États interviennent *volens nolens* comme force décisive, certes, mais parmi d'autres qui leurs sont... supérieures.

Cette configuration « privative » du processus de normalisation, on va le voir, se double du contrôle commercial de la future économie de l'information qui se met en place autour des EDI, aggravant l'emprise des trusts sur l'économie de demain. C'est là l'enjeu décisif des RSVA ou VANS (**Réseaux et services à valeur ajoutée** ou Value Added Networks and Services).

Les RSVA : des niches économiques

La vocation première des RSVA consiste dans la gestion de services de télécommunication et de services télématiques. Leur fonction est fondamentalement de servir de centre de collecte-stockage-expédition des données informatiques (boîtes aux lettres électroniques) pour un ensemble hétérogène de partenaires, en offrant au passage toutes les opérations de traduction et de compensation techniques et « linguistiques » entre les différents acteurs du réseau : indépendamment des machines et des langages, tous les communicants doivent pouvoir recevoir et expédier leurs messages et se comprendre de manière univoque. Le RSVA se charge de cette première tâche.

Il faut parler enfin du devoir « légal » des RSVA d'authentification, de sécurisation et de certification des messages EDI. C'est ici le rôle de gérant et de garant des « transferts » d'information qui est pointé. Certes, c'est d'abord aux RSVA qu'il appartient de définir les « bons documents » à « édésier » et les « bonnes méthodes » de transfert d'information à adopter en fonction de la « personnalité » de chaque entreprise. C'est le RSVA qui

13. Les intérêts professionnels sont représentés au conseil directement par les représentants de l'industrie et du commerce, indirectement par les représentants des associations nationales de développement et de promotion de la norme Edifact.

veille, également, au remodelage des flux d'information dans l'entreprise, comme à la réécriture des programmes informatiques des partenaires et au « mapping » des documents. Mais, une fois ce travail accompli, le RSVA doit encore se porter garant du bon fonctionnement, de la sécurité et de la légalité du système de transfert. Il doit, en somme, assurer le « notariat » du réseau.

L'existence de plusieurs réseaux EDI à travers le monde pose immédiatement la question de leur interconnexion, de leur « interopérabilité ». La métaphysique autoroutière voudrait qu'un message EDI puisse voyager sans entraves à travers tous les réseaux pour respecter sa vocation de mode de communication « universel ». N'importe quelle entreprise doit pouvoir accéder à n'importe quelle autre, quel que soit le réseau retenu pour assurer le « routage » des informations. Le problème de la certification des messages s'oppose cependant à cette liberté de « navigation ». En effet, quand un message « entre » par un réseau, transite par un autre et « ressort » par un troisième, il faudrait pouvoir déterminer qui se porte garant des communications : le réseau « entrant », le réseau « intermédiaire » ou le « sortant ». En la matière, rien n'a été encore réglé. Pourquoi ? Disons d'emblée que la question de l'interconnexion des réseaux EDI n'est pas le résidu d'une impuissance transitoire. Elle est un enjeu stratégique : dans la perspective de contrôler étroitement leur partenariat, plusieurs grands donneurs d'ordres ont créé leurs propres RSVA (selon différentes formules actionariales). On comprend dès lors leur non-interopérabilité. Chaque RSVA tend à se nicher à l'intérieur d'un tissu d'entreprises déterminé, une sorte de « biotope » captif, surlocalisé, délimité par l'influence commerciale spécifique de chaque donneur d'ordres, et fermé à l'influence de la concurrence : la compétitivité est la négation de la compétition.

Le single sourcing : une nasse

Toutes les grandes firmes sont aujourd'hui en train d'opérer une refonte de leurs circuits d'approvisionnement à travers la sélection des fournisseurs et la mise en place d'un partenariat privilégié avec un nombre réduit de sous-traitants de confiance. Les impératifs du flux tendu ont fait apparaître les avantages d'une pérennisation des relations de sous-traitance sur les stratégies habituelles de « mise sous pression » des fournisseurs et de leur « évaluation » purement économique. Aussi, le single sourcing – c'est-à-dire la concentration des besoins de fourniture sur un partenaire privilégié pour chaque grande fonction de l'entreprise – est récemment devenu un des

nouveaux dogmes de la gestion d'entreprise.

Les sous-traitants et prestataires de services privilégiés se voient assigner un nouveau statut et de nouvelles missions. En échange d'une garantie de « services », ils s'engagent à fournir à leurs donneurs d'ordres des services ou produits « complets » et non plus simplement des composants – lesquels devaient ensuite être « assemblés » par le client. La fourniture de ces produits/services complets est encadrée par des clauses contractuelles et organisationnelles particulièrement fortes qui débouchent sur un nouveau type de relation entre fournisseurs et donneurs d'ordres : le « co-makership » (cotraitance). Le single sourcing se présente comme une « rationalisation des rationalisations productives » visant à dépasser les limites des stratégies antérieures : une méta-rationalisation, pourrait-on dire, qui tend à la sécurisation et à l'amélioration des stratégies de mises sous tension des flux. Quelles en sont les conséquences concrètes ?

La première conséquence du single sourcing, c'est qu'autour de la grande entreprise (la firme « solaire ») se constitue progressivement un « anneau » de partenaires numériquement restreints, détenteurs d'une compétence et d'un savoir-faire élevés et affichant des capacités de collaboration très « pointues » vis-à-vis des grands donneurs d'ordres. A l'extérieur de ce « système » hautement intégré, on trouve à l'inverse une « poussière » de sous-fournisseurs emboîtés les uns dans les autres et soumis à une pression compétitive intense en raison de la banalité des prestations qui leur sont abandonnées. Ces opérateurs sont maintenus dans une sous-entrepreneuralité chronique, une instabilité permanente sans autre alternative que la disparition ou la soumission à des choix imposés par les entreprises qui restent en prise avec le marché : l'envers de la sélection opérée par le single sourcing est, somme toute, la relégation et la subordination. Conjuguée à l'effacement instrumentalisé des instances médiatrices qui constituaient naguère la fonction politique de l'État national, on mesure la cruauté d'une telle situation dont le cours est largement commandé par les NTIC, et, notamment, les EDI.

Les nouvelles technologies révèlent et radicalisent à la fois les formes inégales du développement industriel. A travers la configuration des réseaux de transferts de données qui structurent les nouvelles rationalisations de la production émergent les contours d'une nouvelle dualité économique. D'un côté se met en place une économie mondialisée hautement technologique, de l'autre côté se répand une économie surlocalisée hautement anomique – la première s'enracinant et, disons-le, prospérant sur la

seconde sans aucune régulation ni médiation politique...

Le transport routier, c'est-à-dire, l'une des composantes centrales de la logistique, offre une bonne illustration de ces mutations duales du champ industriel et commercial et du rôle spécifique qu'y tiennent les NTIC. A travers ce champ, en particulier, on peut voir comment les autoroutes de la communication conditionnent la polarisation polémique des réseaux économiques. Le secteur des transports semble en effet devoir se disjoindre définitivement entre quelques puissants opérateurs de transport, les commissionnaires, directement en contact avec la demande, et une pléthore de tractionnaires et d'artisans surlocalisés et surexploités, en lutte ouverte les uns contre les autres. Située aux points nodaux des flux contractuels, c'est-à-dire de la rencontre de la demande et de l'offre de transport – laquelle est régulée par l'entremise des réseaux de télécommunication qui relie « grands transporteurs » et donneurs d'ordres –, la famille des commissionnaires abandonne aux PME et artisans du transport le soin d'« interconnecter » les nœuds physiques du réseau industriel et commercial. Autrement dit, si les réseaux de communication physiques et virtuels se complètent dans l'accomplissement quotidien du capital, la route, le réseau physique, est le domaine privilégié de ceux qu'on peut appeler les nouveaux desperados de l'économie : les petits patrons du transport ¹⁴, hermétiques à toute problématique télécommunicationnelle, tandis que l'autoroute de la communication, le réseau virtuel, est aux mains des grands opérateurs du secteur, contractuellement et informatiquement « connectés » aux donneurs d'ordres. Ainsi, les routes de l'information, les réseaux de communication, creusent le fossé qui sépare le monde des firmes de celui des PME et des artisans. L'innovation technologique, tout particulièrement en matière de traitement et de transfert de données, signe la modernisation des réseaux d'entreprises ; elle en exacerbe également leur structuration « inégalitaire ». En se dématérialisant, les « voies de communication » ont permis l'essor de nouveaux acteurs économiques et ouvert la route à de nouvelles logiques compétitives qui inscrivent leurs stigmates dans le corps social ¹⁵. Les EDI, pour nous en tenir à notre objet, sont bien le marqueur pertinent et l'accélérateur stratégique de cette guerre économique. Les autoroutes demeurent l'argument et l'instrument d'une domination d'un monde sur un autre.

Robert Damien est professeur de philosophie à l'université de Franche-Comté.

Salvatore Maugeri est maître de conférences à l'IUT logistique des transports de Chartres.

14. En Italie, ils ont acquis les appellations de « Bioni della strade », de « Tirroristi »...
 15. Sur les 40 000 entreprises de transport françaises, 98 % sont mono-véhiculaires. La concurrence et l'anarchie règnent, avec leurs effets pervers : encombrants routiers, pollution, accidents...
 Compte tenu du nombre de « routiers » en Europe, de la libéralisation des marchés et du privilège accordé aux petits envois, leur présence risque d'être encore plus problématique qu'elle ne l'est aujourd'hui.